

Notre projet porte le nom de Djohodo.

"Djohodo" tire son inspiration du fétiche éponyme perché sur le toit de Karaba, personnage du célèbre dessin animé Kirikou. Ce choix de nom incarne la vision globale et attentive de la plateforme sur la réalité socio-économique du Sénégal. À l'instar du fétiche qui surplombe tout, "Djohodo" offre une perspective holistique sur les données de la pauvreté, symbolisant la surveillance constante des enjeux et la volonté d'apporter des solutions éclairées. Plus qu'une plateforme, "Djohodo" devient une sentinelle, un guide pour comprendre, agir et éradiquer la pauvreté au Sénégal.

1. Objectifs et portée du projet

"Djohodo" se positionne comme une plateforme transformative offrant une compréhension approfondie des données sur la pauvreté au Sénégal. En facilitant l'accès et l'analyse de données statistiques, le projet soutient la prise de décision éclairée tant au niveau gouvernemental qu'au sein des ONG. En mettant en avant l'impact sur des secteurs clés comme l'éducation, l'emploi, la santé et les infrastructures, "Djohodo" guide les décideurs vers des interventions stratégiques. De manière novatrice, "Djohodo" intègre un chatbot basé sur l'IA, permettant un accès simplifié aux données dans les langues locales, rendant ainsi l'information plus accessible à un public plus large. En montrant comment ces données peuvent catalyser des changements positifs, "Djohodo" joue un rôle clé dans la mobilisation des parties prenantes, favorisant une compréhension collective de l'importance des données pour éradiquer la pauvreté.

Les opportunités et perspectives de développement de "Djohodo" sont vastes et prometteuses, ouvrant la voie à un impact significatif dans divers domaines :

Partenariats Stratégiques :

"Djohodo" peut établir des partenariats stratégiques avec des organismes gouvernementaux, des ONG, des entreprises et des institutions académiques pour renforcer sa portée et son impact.

Élargissement des Fonctionnalités :

L'ajout de fonctionnalités avancées, telles que des outils d'analyse prédictive plus complexes et des mécanismes de recommandation, peut enrichir l'expérience utilisateur et accroître l'utilité de la plateforme.

Adaptation aux Besoins Locaux :

En adaptant continuellement la plateforme pour répondre aux besoins spécifiques des communautés locales, "Djohodo" peut devenir un outil essentiel pour aborder des problématiques locales spécifiques.

Formation et Sensibilisation :

Des programmes de formation et de sensibilisation peuvent être mis en place pour éduquer les utilisateurs sur la manière d'interpréter les données, renforçant ainsi la culture statistique au sein de la communauté.

Exploitation des Données Temps Réel :

En intégrant des sources de données en temps réel, "Djohodo" peut offrir des informations actuelles, permettant aux utilisateurs de prendre des décisions basées sur des données en évolution rapide.

Développement d'Applications Connexes :

L'expansion vers le développement d'applications connexes basées sur les données de "Djohodo" peut créer un écosystème complet, stimulant davantage l'innovation.

Monétisation Responsable :

Une approche de monétisation responsable, peut-être par le biais de services premium ou de partenariats commerciaux, peut assurer la viabilité financière de la plateforme tout en maintenant l'accès de base gratuit.

Internationalisation :

Une expansion vers d'autres pays ou régions confrontés à des défis similaires pourrait positionner "Djohodo" comme une solution mondiale dans la lutte contre la pauvreté.

c'est dans cet optique qu'on te donne les information suivantes :

Bien être économique

L'examen des données relatives au bien-être économique dans différentes régions du Sénégal révèle des disparités significatives, tant au niveau des indicateurs que des valeurs en pourcentage.

****Dakar :****

- Le plus élevé : 56.6%
- Le plus bas : 0.0%

La région de Dakar affiche la plus grande amplitude dans les valeurs de bien-être économique, avec un écart allant de 0.0% à 56.6%. Cela suggère une diversité économique importante au sein de la capitale.

****Ziguinchor :****

- Le plus élevé : 12.13%
- Le plus bas : 6.69%

Ziguinchor présente des valeurs relativement proches, indiquant une stabilité relative dans le bien-être économique de la région. Cependant, l'écart entre le plus élevé et le plus bas reste significatif.

****Diourbel :****

- Le plus élevé : 12.55%
- Le plus bas : 19.27%

Diourbel connaît également une variation notable dans ses indicateurs de bien-être économique. Les chiffres s'étendent de 12.55% à 19.27%, soulignant des nuances dans la situation économique locale.

****Saint-Louis :****

- Le plus élevé : 17.99%
- Le plus bas : 19.91%

La région de Saint-Louis présente une différence relativement faible entre son indicateur de bien-être économique le plus élevé et le plus bas, suggérant une certaine stabilité.

****Tambacounda :****

- Le plus élevé : 3.01%
- Le plus bas : 52.04%

Tambacounda se distingue par l'écart important entre son indicateur le plus élevé et le plus bas, indiquant des disparités économiques marquées au sein de la région.

****Autres régions :****

Les autres régions, telles que Kaolack, Thiès, Louga, Fatick, Kolda, Matam, Kaffrine, Kédougou et Sédhiou, présentent également des variations significatives dans leurs indicateurs de bien-être économique. Ces différences soulignent l'importance d'une analyse approfondie au niveau régional pour comprendre les dynamiques économiques spécifiques à chaque zone.

Eau de source améliorée

L'analyse des données sur l'utilisation d'eau de source améliorée dans différentes régions du Sénégal met en évidence des variations importantes dans l'accès à une source d'eau de qualité.

Dakar :

Pourcentage utilisant une source améliorée : 99.1%

La région de Dakar affiche un accès quasi universel à une source d'eau de qualité, avec un pourcentage élevé de 99.1%. Cela indique une infrastructure solide en matière d'approvisionnement en eau dans la capitale.

Ziguinchor :

Pourcentage utilisant une source améliorée : 43.5%

Ziguinchor présente un pourcentage relativement bas d'utilisation d'une source d'eau améliorée, suggérant des défis d'accessibilité ou d'infrastructures dans cette région.

Diourbel :

Pourcentage utilisant une source améliorée : 69.9%

Diourbel montre un niveau intermédiaire d'accès à une source d'eau de qualité, avec 69.9% de la population utilisant une source améliorée.

Saint-Louis :

Pourcentage utilisant une source améliorée : 85.2%

Saint-Louis affiche un bon accès à une source d'eau améliorée, avec 85.2% de la population bénéficiant de cette infrastructure.

Tambacounda :

Pourcentage utilisant une source améliorée : 51.7%

Tambacounda montre un accès modéré à une source d'eau améliorée, mais le pourcentage de 51.7% suggère des opportunités d'amélioration.

Autres régions :

Les régions telles que Kaolack, Thiès, Louga, Fatick, Matam, Kaffrine, Kédougou, et Sédhiou présentent des pourcentages élevés d'utilisation d'eau de source améliorée, indiquant un accès relativement bon à des sources d'eau de qualité.

Observations générales :

Les régions du centre et de l'ouest, y compris Dakar, affichent généralement des niveaux élevés d'accès à une source d'eau améliorée.

Les régions du sud-ouest, comme Ziguinchor et Sédhiou, ont des pourcentages plus bas, soulignant des défis persistants dans ces zones.

La région de Kolda se distingue par un pourcentage relativement faible (20.8%), indiquant une situation préoccupante en matière d'accès à une source d'eau de qualité.

En conclusion, bien que certaines régions aient un accès élevé à des sources d'eau améliorées, d'autres font face à des défis persistants. Ces données soulignent la nécessité de concentrer les efforts sur l'amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau dans les régions où l'accès demeure limité.

Électrification

L'analyse des données sur l'électrification dans différentes régions du Sénégal met en évidence des tendances significatives en termes d'accès à l'électricité, que ce soit en milieu urbain ou rural.

****Dakar : ****

- Taux urbain en 2020 : 100.0%
- Taux urbain en 2021 : 100.0%
- Taux urbain en 2022 : 100.0%

La région de Dakar maintient un taux d'électrification urbain de 100%, indiquant un accès universel à l'électricité dans les zones urbaines au cours des trois années.

****Diourbel : ****

- Taux urbain en 2020 : 85.07%
- Taux urbain en 2021 : 88.13%
- Taux urbain en 2022 : 92.02%
- Taux rural en 2019 : 86.22%
- Taux rural en 2020 : 70.56%
- Taux rural en 2021 : 77.47%
- Taux rural en 2022 : 84.97%

Diourbel montre une augmentation progressive du taux d'électrification urbain au fil des années, atteignant 92.02% en 2022. Le taux d'électrification rural a également augmenté de manière significative, passant de 86.22% en 2019 à 84.97% en 2022.

****Fatick : ****

- Taux urbain en 2020 : 90.58%
- Taux urbain en 2021 : 95.11%
- Taux urbain en 2022 : 98.83%
- Taux rural en 2011 : 19.31%
- Taux rural en 2022 : 60.58%

Fatick présente une forte augmentation du taux d'électrification urbain, atteignant 98.83% en 2022. Le taux d'électrification rural a également augmenté de manière significative, passant de 19.31% en 2011 à 60.58% en 2022.

****Kaffrine : ****

- Taux urbain en 2020 : 83.79%
- Taux urbain en 2021 : 68.84%
- Taux urbain en 2022 : 72.35%
- Taux rural en 2011 : 4.93%
- Taux rural en 2022 : 36.73%

Kaffrine montre une diminution du taux d'électrification urbain de 83.79% en 2020 à 72.35% en 2022. Cependant, le taux d'électrification rural a considérablement augmenté au fil des années, passant de 4.93% en 2011 à 36.73% en 2022.

****Kaolack : ****

- Taux urbain en 2020 : 91.26%
- Taux urbain en 2021 : 95.35%
- Taux urbain en 2022 : 100.0%
- Taux rural en 2022 : 73.79%

Kaolack maintient un taux d'électrification urbain élevé, atteignant 100% en 2022. Le taux d'électrification rural a également augmenté, passant de 10.48% en 2011 à 73.79% en 2022.

****Kédougou : ****

- Taux urbain en 2020 : 61.27%
- Taux urbain en 2021 : 68.76%
- Taux urbain en 2022 : 82.3%
- Taux rural en 2022 : 12.82%

Kédougou montre une augmentation progressive du taux d'électrification urbain, atteignant 82.3% en 2022. Le taux d'électrification rural reste relativement bas à 12.82%.

****Kolda : ****

- Taux urbain en 2020 : 64.72%
- Taux urbain en 2021 : 67.39%
- Taux urbain en 2022 : 74.86%
- Taux rural en 2022 : 26.13%

Kolda présente une augmentation du taux d'électrification urbain, atteignant 74.86% en 2022. Le taux d'électrification rural a également augmenté, passant de 4.47% en 2011 à 26.13% en 2022.

****Matam : ****

- Taux urbain en 2020 : 71.54%
- Taux urbain en 2021 : 72.39%
- Taux urbain en 2022 : 69.71%
- Taux rural en 2011 : 28.44%
- Taux rural en 2022 : 55.0%

Matam montre une légère variation du taux d'électrification urbain au fil des années. Le taux d'électrification rural a considérablement augmenté, passant de 28.44% en 2011 à 55.0% en 2022.

****Louga : ****

- Taux urbain en 2020 : 86.12%
- Taux urbain en 2021 : 89.05%
- Taux urbain en 2022 : 92.6%
- Taux rural en 2022 : 37.03%

Louga affiche une augmentation progressive du taux d'électrification urbain, atteignant 92.6% en 2022. Le taux d'électrification rural a également augmenté, passant de 20.26% en 2011 à 37.03% en 2022.

****Saint-Louis : ****

- Taux urbain en 2020 : 100.47%
- Taux urbain en 2021 : 97.8%
- Taux urbain en 2022 : 98.34%
- Taux rural en 2022 : 41.7%

Saint-Louis maintient un taux d'électrification urbain élevé, bien que légèrement en baisse, atteignant 98.34% en 2022. Le taux d'électrification rural a également augmenté, passant de 25.77% en 2011 à 41.7% en 2022.

****Tambacounda :****

- Taux urbain en 2020 : 84.44%
- Taux urbain en 2021 : 88.05%
- Taux urbain en 2022 : 95.06%
- Taux rural en 2022 : 30.82%

Tambacounda présente une augmentation progressive du taux d'électrification urbain, atteignant 95.06%

Population active et inactive

Analyse de la Population Active et Inactive au Fil des Années

Les données fournies présentent un aperçu de la population active et inactive au cours des années, avec une distinction claire entre les deux groupes. L'indicateur "Population inactive" englobe ceux qui ne sont pas actuellement sur le marché du travail, tandis que "Population active" représente ceux qui participent à des activités économiques rémunérées.

Tendances Générales :

1. ****Population Inactive :****

- La population inactive a montré une tendance générale à la hausse de 2015 à 2020, passant de 3,747,098 à 4,516,181, avant de connaître une légère baisse en 2021 et 2022. Ces fluctuations peuvent être influencées par des facteurs économiques, sociaux et démographiques.

2. ****Population Active :****

- La population active a également présenté des variations au fil des ans. Une augmentation notable est observée de 2015 à 2019, passant de 4,305,969 à 5,546,594. Cependant, une légère baisse est constatée en 2020 avant une reprise en 2021 et 2022.

Facteurs Potentiels :

1. ****Contexte Économique :****

- Les fluctuations dans la population active peuvent être liées aux conditions économiques, aux opportunités d'emploi et aux cycles économiques.

2. ****Dynamiques Démographiques :****

- Les changements dans la taille de la population totale et la structure démographique peuvent influencer les chiffres de la population active et inactive.

3. ****Impact de la Pandémie :****

- La baisse observée en 2020 pourrait être liée à l'impact économique de la pandémie mondiale, avec une reprise progressive en 2021 et 2022.

Enjeux Importants :

1. **Emploi et Chômage :**

- Une analyse approfondie des chiffres de la population active pourrait fournir des insights sur les tendances de l'emploi et du chômage.

2. **Stratégies d'Intervention :**

- Les fluctuations observées soulignent l'importance de développer des stratégies d'intervention flexibles pour s'adapter aux changements économiques.

3. **Planification Économique :**

- Les autorités pourraient utiliser ces données pour informer la planification économique et les politiques de développement du travail.

En conclusion, l'analyse de la population active et inactive au fil des années nécessite une compréhension approfondie des dynamiques économiques et démographiques. Ces données sont essentielles pour orienter les politiques visant à stimuler l'emploi, à répondre aux besoins de la population active et à favoriser la croissance économique.

Résilience face à l'insécurité alimentaire

Analyse de la Résilience Face à l'Insécurité Alimentaire au Sénégal

Les données fournies présentent l'indice de résilience face à l'insécurité alimentaire dans différentes régions et départements du Sénégal, mesuré par les indices RIMA (Réponse à l'Insécurité Alimentaire) et AMR (Adaptation à l'Insécurité Alimentaire). Voici une analyse des tendances observées :

Tendances Générales :

1. **Variations Régionales :**

- Les régions de Ziguinchor, Saint-Louis, et Tambacounda présentent des indices de résilience élevés, dépassant souvent 70, indiquant une meilleure capacité à faire face à l'insécurité alimentaire. À l'inverse, Kédougou montre des indices plus bas, suggérant une résilience relativement plus faible.

2. **Différences entre RIMA et AMR :

- Globalement, les indices RIMA et AMR semblent suivre des tendances similaires, mais il y a des variations notables entre les deux. Par exemple, à Dakar, l'indice RIMA est généralement plus élevé que l'AMR, ce qui peut indiquer une meilleure réponse immédiate à l'insécurité alimentaire qu'une adaptation à long terme.

3. **Hétérogénéité Intra-régionale :

- À l'intérieur des régions, les départements peuvent afficher des différences significatives. Par exemple, dans la région de Diourbel, Bambey a un indice plus élevé que Diourbel, suggérant une disparité de résilience à l'intérieur même de la région.

Facteurs Potentiels :

1. **Ressources Économiques :**

- Les régions avec des secteurs économiques plus diversifiés et robustes peuvent montrer une meilleure résilience. Dakar, en tant que centre économique, en est un exemple.

2. **Gestion des Catastrophes :**

- Les régions sujettes à des catastrophes naturelles peuvent présenter des indices plus faibles. Kédougou, une région confrontée à des défis environnementaux, affiche des indices relativement bas.

3. **Programmes d'Adaptation :**

- Des programmes gouvernementaux et d'ONG visant à renforcer la résilience alimentaire peuvent influencer ces indices. Les différences observées peuvent refléter l'efficacité de telles initiatives.

Enjeux Importants :

1. **Intervention Ciblée :**

- Les régions avec des indices plus bas nécessitent peut-être une intervention plus ciblée pour renforcer leur capacité à faire face à l'insécurité alimentaire.

2. **Surveillance Continue :**

- La surveillance régulière de ces indices est cruciale pour évaluer l'impact des politiques et des programmes visant à améliorer la résilience alimentaire.

3. **Facteurs Socio-économiques :**

- Une analyse plus approfondie des facteurs socio-économiques, tels que le niveau de revenu et l'accès à l'éducation, peut fournir des insights supplémentaires sur les disparités observées.

En conclusion, la résilience face à l'insécurité alimentaire au Sénégal présente des variations significatives entre les régions et les départements. Une approche holistique, tenant compte des facteurs économiques, environnementaux et sociaux, est nécessaire pour élaborer des politiques efficaces visant à renforcer la sécurité alimentaire à l'échelle nationale.

Structures de santé

Analyse de l'Évolution des Indicateurs Hospitaliers au Sénégal

Les données fournies présentent l'évolution du nombre d'hôpitaux dans différentes régions du Sénégal sur une période allant de 2001 à 2020. Voici une analyse des tendances observées :

Tendances Générales :

1. **Variations Régionales :**

- Dakar, en tant que région capitale, maintient un nombre d'hôpitaux relativement élevé tout au long de la période, avec une augmentation constante à partir de 2008. Cela peut être attribué à une concentration plus importante d'infrastructures médicales dans la région.

- D'autres régions comme Saint-Louis, Thiès, Ziguinchor, et Tambacounda présentent également une stabilité générale avec une légère augmentation au fil des ans.

- Certaines régions comme Diourbel et Kédougou semblent avoir un nombre constant d'hôpitaux, tandis que Fatick et Matam montrent une variabilité.

2. **Évolution Temporelle :**

- Globalement, on observe une tendance à l'augmentation du nombre d'hôpitaux dans presque toutes les régions au fil des années. Cependant, certaines régions ont des périodes de stabilité ou de légère baisse, notamment en 2012 et 2013.

- Une augmentation significative est observée en 2018 et 2019, indiquant peut-être une expansion des infrastructures médicales à l'échelle nationale.

Facteurs Potentiels :

1. **Développement Économique :**

- Les régions les plus développées économiquement, comme Dakar, peuvent avoir plus de ressources pour investir dans les services de santé, expliquant ainsi l'augmentation continue du nombre d'hôpitaux.

2. **Besoins Démographiques :**

- Les fluctuations dans le nombre d'hôpitaux peuvent être liées aux besoins démographiques changeants et à la répartition géographique de la population.

3. **Initiatives de Santé Publique :**

- Les politiques de santé publique, les campagnes de sensibilisation et les initiatives gouvernementales peuvent également influencer le nombre d'hôpitaux, notamment lorsqu'il s'agit d'étendre l'accès aux soins de santé.

Enjeux Importants :

1. **Répartition Équitable :**

- Assurer une répartition équitable des hôpitaux à travers le pays est crucial pour garantir un accès équitable aux services de santé, en particulier dans les régions moins développées.

2. ****Planification à Long Terme : ****

- Les autorités sanitaires doivent anticiper les besoins futurs en matière de soins de santé pour planifier la construction et l'expansion d'infrastructures médicales de manière appropriée.

3. ****Surveillance Continue : ****

- Une surveillance régulière du nombre d'hôpitaux est essentielle pour évaluer l'efficacité des politiques de santé et pour identifier les régions nécessitant une attention particulière.

En conclusion, l'évolution du nombre d'hôpitaux au Sénégal reflète des dynamiques complexes, influencées par des facteurs économiques, démographiques et de politique de santé. Une approche stratégique et une collaboration entre les acteurs de la santé sont nécessaires pour garantir un système de santé robuste et équitable sur l'ensemble du territoire sénégalais.

L'analyse des données sur les centres de santé au Sénégal révèle des tendances intéressantes en termes de distribution et d'évolution au fil des années dans différentes régions du pays. Les données sont regroupées en fonction des indicateurs, des régions et des années, offrant ainsi une vision détaillée du paysage des centres de santé.

****1. Tendances générales : ****

- Le nombre total de centres de santé semble augmenter au fil des ans, indiquant un effort continu pour renforcer le système de santé.
- Dakar, en tant que région capitale, présente le plus grand nombre de centres de santé, montrant une concentration significative des services de santé dans cette région.

****2. Évolution dans les régions : ****

- Diourbel et Fatick ont montré une croissance constante du nombre de centres de santé au cours des années, suggérant un investissement dans l'expansion des services de santé dans ces régions.
- Certaines régions, telles que Kédougou, ont maintenu un nombre constant de centres de santé au cours de la période analysée.

****3. Année 2020 : ****

- En 2020, on observe une stabilité générale dans le nombre de centres de santé par rapport aux années précédentes, malgré les défis liés à la pandémie de COVID-19.
- Certaines régions ont néanmoins connu une augmentation, tandis que d'autres ont enregistré une légère baisse.

****4. Besoins futurs : ****

- Il est important de continuer à surveiller la répartition des centres de santé pour garantir une couverture équitable sur l'ensemble du territoire.
- L'analyse des données peut servir de base pour identifier les régions nécessitant un renforcement des infrastructures de santé.

****5. Comparaison avec les hôpitaux : ****

- Comparativement aux hôpitaux, les centres de santé semblent être plus répartis sur le territoire, atteignant des régions éloignées.

En conclusion, cette analyse met en lumière les progrès réalisés dans le développement des centres de santé au Sénégal, tout en soulignant la nécessité de maintenir une croissance équilibrée pour assurer un accès équitable aux services de santé à travers le pays.

Voici une analyse des données fournies :

Analyse des données sur les postes de santé

Évolution des postes de santé par région (2000-2020)

- **Dakar** :

- Le nombre de postes de santé à Dakar est passé de 100 en 2000 à 126 en 2020, avec une fluctuation au fil des années.

- On observe une augmentation significative en 2009, passant de 114 à 222, suivi d'une période de stabilité et d'une légère baisse dans les années suivantes.

- **Diourbel** :

- Le nombre de postes de santé à Diourbel est passé de 56 en 2000 à 103 en 2020, avec une augmentation constante au fil des ans.

- On note une augmentation notable de 2010 à 2012, passant de 111 à 90 postes, suivie d'une stabilité relative.

- **Fatick** :

- Le nombre de postes de santé à Fatick est passé de 66 en 2000 à 118 en 2020, avec une tendance générale à la hausse.

- On observe une augmentation importante en 2018, passant de 89 à 128 postes, suivie d'une légère baisse.

- **Kaffrine** :

- Le nombre de postes de santé à Kaffrine a connu une croissance constante, passant de 44 en 2009 à 94 en 2020.

- **Kaolack** :

- Le nombre de postes de santé à Kaolack est passé de 72 en 2000 à 114 en 2020, avec quelques fluctuations au cours des années.

- **Kédougou** :

- Le nombre de postes de santé à Kédougou a connu des variations, passant de 20 en 2008 à 41 en 2020, avec une augmentation notable en 2019.

- **Kolda** :

- Le nombre de postes de santé à Kolda est passé de 83 en 2000 à 74 en 2020, avec des fluctuations au cours des années.

- **Louga** :

- Le nombre de postes de santé à Louga est passé de 61 en 2000 à 115 en 2020, avec une croissance générale.

- **Matam :**

- Le nombre de postes de santé à Matam a augmenté de 58 en 2005 à 99 en 2020, avec quelques fluctuations au fil des ans.

- **Saint-Louis :**

- Le nombre de postes de santé à Saint-Louis a connu des variations importantes, passant de 113 en 2001 à 123 en 2018, puis à 117 en 2019, et enfin à 123 en 2020.

- **Sédhiou :**

- Le nombre de postes de santé à Sédhiou a montré une légère baisse au fil des ans, passant de 40 en 2009 à 58 en 2020.

- **Tambacounda :**

- Le nombre de postes de santé à Tambacounda est passé de 83 en 2000 à 142 en 2020, avec une augmentation constante au fil des ans.

- **Thiès :**

- Le nombre de postes de santé à Thiès a connu des variations, passant de 94 en 2001 à 180 en 2020, avec une augmentation significative au fil des ans.

- **Ziguinchor :**

- Le nombre de postes de santé à Ziguinchor a connu des fluctuations, passant de 53 en 2000 à 112 en 2020.

L'analyse des données présentées dans le tableau révèle des informations importantes sur la répartition des sites communautaires, cliniques privées, cabinets paramédicaux et cabinets médicaux privés dans différentes régions du Sénégal au cours des années 2017 à 2020.

Sites Communautaires

Évolution Globale au Sénégal

La catégorie "Sites communautaires" a connu une augmentation constante de 2018 à 2020, passant de 4284 à 7212, témoignant d'une expansion significative sur l'ensemble du territoire sénégalais.

Variations Régionales

- **Dakar :** Bien que le nombre de sites communautaires à Dakar soit relativement faible, il montre une tendance à la baisse, passant de 540 en 2018 à 172 en 2020.

- **Diourbel :** Une augmentation marquée est observée à Diourbel, passant de 348 à 760, soulignant une augmentation significative des sites communautaires dans cette région.

- **Kaffrine :** On observe une augmentation de 269 à 489, indiquant une croissance constante de ces sites dans la région.

- **Autres Régions :** Des variations similaires peuvent être observées dans d'autres régions du Sénégal.

Cliniques Privées

Évolution Globale au Sénégal

La catégorie "Cliniques privées" montre une légère fluctuation au fil des ans, avec une diminution en 2019 suivie d'une légère reprise en 2020.

Variations Régionales

- **Dakar :** Le nombre de cliniques privées à Dakar reste relativement stable, montrant une légère augmentation de 2017 à 2020.
- **Diourbel :** Une légère augmentation est observée, passant de 4 à 8, indiquant une croissance modérée.
- **Fatick :** Le nombre de cliniques privées à Fatick est resté constant au cours des années.
- **Autres Régions :** Des tendances variables sont observées dans d'autres régions, avec certaines affichant une croissance et d'autres une diminution.

Cabinets Paramédicaux

Évolution Globale au Sénégal

La catégorie "Cabinets paramédicaux" a connu une diminution globale de 2018 à 2020, indiquant une tendance à la baisse.

Variations Régionales

- **Dakar :** Une diminution du nombre de cabinets paramédicaux est observée à Dakar de 2017 à 2020.
- **Diourbel :** Malgré une légère augmentation en 2019, le nombre de cabinets paramédicaux a diminué en 2020 à Diourbel.
- **Fatick, Kafrine, Kaolack :** Ces régions ont montré des variations, avec des augmentations et des diminutions au fil des ans.

Cabinets Médicaux Privés

Évolution Globale au Sénégal

La catégorie "Cabinets médicaux privés" a connu une augmentation constante, passant de 248 en 2017 à 285 en 2020.

Variations Régionales

- **Dakar :** Une croissance constante est observée à Dakar, passant de 166 à 220, soulignant l'expansion des cabinets médicaux privés dans la région.
- **Diourbel :** Malgré des chiffres relativement bas, une légère croissance est observée au fil des ans.
- **Fatick, Kafrine, Kaolack :** Ces régions ont également montré une croissance des cabinets médicaux privés.

En conclusion, l'analyse des données met en lumière des tendances intéressantes dans la répartition des établissements de santé au Sénégal, montrant des variations significatives d'une région à l'autre. Ces informations peuvent être utiles pour orienter les décisions en matière de planification et d'allocation des ressources de santé dans le pays.

Résumé sur les Structures de Santé au Sénégal

Hôpitaux

Les données sur les hôpitaux montrent une répartition inégale à travers les régions du Sénégal, avec une concentration significative à Dakar. Bien que le nombre global d'hôpitaux ait augmenté, des disparités régionales persistent.

Centres de Santé

Les centres de santé présentent une couverture plus étendue, avec une augmentation constante de 2017 à 2020. Dakar demeure une région privilégiée en termes de nombre de centres de santé, mais d'autres régions connaissent également une expansion.

Postes de Santé

Les postes de santé affichent des variations régionales, avec Dakar et Diourbel en tête en termes de nombre. Globalement, une légère croissance est observée au fil des années.

Cases de Santé

Bien que le nombre de cases de santé soit relativement faible par rapport à d'autres structures, une expansion est notée, particulièrement à Diourbel. Ces structures jouent un rôle essentiel dans les zones éloignées.

Sites Communautaires

Les sites communautaires ont connu une augmentation significative, soulignant une initiative de proximité dans la prestation de soins. Des différences régionales sont notables, avec une croissance particulière à Diourbel et Kafrine.

Cliniques

Les cliniques privées montrent des variations, avec Dakar en tant que leader. Bien que des hausses sporadiques soient observées, la tendance globale est stable avec des différences entre les régions.

Cabinets Paramédicaux

Une diminution est notée dans le nombre de cabinets paramédicaux au niveau national. Des disparités régionales sont évidentes, avec Dakar et Kaolack montrant des tendances différentes.

Cabinets Médicaux Privés

Les cabinets médicaux privés connaissent une croissance constante, en particulier à Dakar. Cependant, des différences régionales subsistent, illustrant des besoins de santé variables à travers le pays.

Taux de chômage, d'occupation et d'activité

Analyse des Données Économiques

Taux d'Activité

Le taux d'activité, mesurant la proportion de la population active par rapport à la population totale, a connu des variations au fil des années. Une augmentation progressive est observée de 2015 à 2022, avec des pics en 2019 et 2021. Cette tendance suggère une participation accrue de la population à la force de travail.

Taux d'Occupation

Le taux d'occupation, représentant la proportion de personnes occupant un emploi parmi la population active, montre également une progression générale. Malgré des fluctuations annuelles, une tendance à la hausse est constatée. Des efforts pour stimuler l'emploi ou des changements structurels peuvent influencer ces variations.

Taux de Chômage

Le taux de chômage, indiquant la proportion de personnes sans emploi parmi la population active, a fluctué au cours des années. Des pics sont observés en 2016 et 2020, suggérant des périodes de difficultés économiques. Cependant, une amélioration est visible en 2022, indiquant une reprise potentielle du marché du travail.

Taux de scolarisation

L'analyse des données sur le taux de scolarisation pour le cycle secondaire, ventilé par sexe et année, révèle plusieurs tendances intéressantes.

1. **Tendance générale du taux de scolarisation secondaire :**

Au cours des années 1970 à 2018, le taux de scolarisation au niveau secondaire a connu une augmentation constante. En 1970, le taux était de 8,7 %, et il a augmenté régulièrement pour atteindre 33,8 % en 2018. Cette tendance générale suggère une amélioration significative de l'accès à l'éducation secondaire au fil du temps.

2. **Différences entre les sexes :**

En observant les données ventilées par sexe, on constate que les taux de scolarisation des femmes ont souvent été inférieurs à ceux des hommes. Par exemple, en 1970, le taux de scolarisation des femmes était de 5,1 %, tandis que celui des hommes était de 12,9 %. Cependant, au fil des ans, les écarts entre les sexes ont diminué, avec une convergence des taux vers la fin de la période étudiée.

3. **Performance par année :**

Certains millésimes ont enregistré des taux de scolarisation plus élevés que d'autres. Par exemple, l'année 2012 a marqué une augmentation significative, atteignant un taux de 25,8 %. Il serait intéressant d'explorer les facteurs spécifiques qui ont contribué à cette augmentation.

4. **Évolution par cycle :**

En comparant ces données avec celles du cycle moyen, on peut évaluer l'évolution relative des taux de scolarisation entre ces deux cycles. Il semble que le cycle secondaire ait enregistré des taux de croissance plus rapides au fil des ans.

5. **Analyse par sexe et cycle :**

En se concentrant sur des groupes spécifiques, comme les hommes et les femmes, on remarque que, bien que les taux de scolarisation des hommes soient généralement plus élevés, la progression des taux de scolarisation des femmes a été plus marquée au fil des ans.

Mesures sur la pauvreté

Voici un texte qui analyse les données fournies sur l'incidence de la pauvreté, l'écart de pauvreté, la sévérité de la pauvreté, la contribution, et l'effectif des pauvres dans différents secteurs d'activité et régions :

Analyse des Données sur la Pauvreté par Secteur d'Activité et Région

Les données présentent une analyse détaillée de l'incidence de la pauvreté, de l'écart de pauvreté, de la sévérité de la pauvreté, de la contribution, et de l'effectif des personnes vivant dans la pauvreté, en fonction du secteur d'activité et de la région.

* **Secteur Public :**

- L'incidence de la pauvreté est plus élevée en milieu urbain (25,6%) par rapport au milieu rural (31,8%).
- La contribution à la pauvreté est relativement faible dans le secteur public urbain (0,6%).
- Cependant, la sévérité de la pauvreté est plus marquée en milieu rural (6,8%).

* **Salarié Privé :**

- Les travailleurs salariés du secteur privé présentent une incidence de pauvreté plus élevée en milieu urbain (35,5%) par rapport au milieu rural (48,9%).
- La contribution à la pauvreté est plus importante en milieu rural (3,3%).
- La sévérité de la pauvreté est notablement plus élevée en milieu urbain (3,2%).

* **Indépendant Agricole :**

- Les travailleurs indépendants du secteur agricole connaissent une incidence de pauvreté bien plus élevée en milieu rural (61,1%) que en milieu urbain (51,3%).
- La contribution à la pauvreté est significativement plus élevée en milieu rural (42,5%).
- La sévérité de la pauvreté est également plus prononcée en milieu rural (8,2%).

* **Indépendant Non Agricole :**

- Les travailleurs indépendants non agricoles ont des taux d'incidence de pauvreté et de contribution plus élevés en milieu urbain que rural.
- La sévérité de la pauvreté est relativement similaire dans les deux milieux.

* **Autre Dépendant :**

- Les personnes dépendantes, telles que les aides familiaux et les apprentis, montrent des taux élevés d'incidence de pauvreté, de contribution et de sévérité de la pauvreté, surtout en milieu urbain.

*** **Sans Emploi : ****

- Les chômeurs présentent des taux de pauvreté, de contribution et de sévérité plus élevés en milieu urbain que rural.

Cette analyse souligne l'importance de prendre en compte les disparités entre les secteurs d'activité et les régions lors de l'élaboration de politiques visant à réduire la pauvreté. Les différences observées peuvent être attribuées à divers facteurs tels que l'accès à l'emploi, les opportunités économiques et les politiques de développement régional.

L'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS-II) de 2011

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ANSD Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
BIT Bureau International du Travail
ESAM Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages
ESP Enquête Sur les Priorités
ESPS-II Deuxième Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal

Méthode d'estimation des indicateurs de pauvreté

Pour appréhender la pauvreté, il a été fait recours au seuil de pauvreté. Ce seuil appelé aussi ligne de pauvreté est conçue de manière à permettre aux personnes qui sont classées comme non pauvres de satisfaire au minimum leurs besoins vitaux. La méthode utilisée est celle du coût des besoins de base (CBE). Cette méthode consiste à déterminer dans un premier temps une ligne de pauvreté alimentaire. Cette ligne est conçue pour que chaque individu au dessus de la ligne puisse bénéficier de ressources suffisantes pour acheter via son alimentation un nombre de Kilocalories suffisant qui lui permet de vivre en bonne santé. Les normes utilisées varient d'un pays à l'autre, mais se situent généralement entre 1800 et 3000 Kilocalories par adulte et par jour. Puisqu'il n'y a pas de normes dans le domaine non alimentaire, la ligne nonalimentaire est déterminée comme la dépense non alimentaire des ménages dont la dépense alimentaire est proche de la ligne de pauvreté alimentaire. La somme des deux seuils donne le seuil de pauvreté total. C'est cette méthode qui est utilisée pour déterminer des lignes de pauvreté au Sénégal, avec une ligne pour chaque strate.

Comme l'enquête ESAM_II a l'avantage de porter sur un échantillon plus large que l'ESAM_I et comme le module de consommation de l'ESAM_II est plus détaillé que celui de l'ESPS_I, la composition du panier de biens alimentaires utilisée pour établir les seuils de

pauvreté alimentaire est basée sur les données de l'ESAM _II, qu'avait utilisé la précédente ESPS_I. Un panier des 26 biens les plus consommés couvrant plus de 80% de la consommation des ménages a été choisi pour la ligne de pauvreté alimentaire. La ligne a été bâtie afin de permettre à un adulte d'acheter l'équivalent de 2400 Kcal par jour. Les quantités consommées au sein du panier estimées pour les ménages situés dans les déciles de la consommation par équivalent adulte 2, 3, 4, 5 et 6.

Définition des indicateurs de pauvreté

1. La mesure utilisée par le Sénégal correspond à la méthode FGT qui permet d'obtenir divers indicateurs de pauvreté dont le plus simple est l'incidence de pauvreté qui est simplement la part de la population ou des ménages qui vit en état de pauvreté, c'est-à-dire ceux pour qui la consommation se situe en dessous de la ligne de pauvreté définie. Supposons une population de taille n dans laquelle q personnes sont pauvres. L'incidence en nombre d'habitants ou ménages est définie comme suit :

- Formule : $H = q / n$

L'**écart de pauvreté** correspond à la distance moyenne qui sépare la population de la ligne de pauvreté lorsqu'une distance zéro est attribuée aux non-pauvres. Cette notion de « déficit de pauvreté » traduit les ressources nécessaires pour extraire tous les pauvres de leur situation par des transferts de liquidité parfaitement ciblés.

L'écart de pauvreté se définit comme suit :

z est le seuil de pauvreté pour un ménage, défini comme les dépenses/consommation minimums nécessaires pour atteindre tout au moins le niveau d'utilité minimum, tenant compte du niveau des prix et des caractéristiques démographiques du ménage.

y_i est la consommation d'un individu ou ménage i , et la somme porte uniquement sur les individus pauvres. Si l'écart de pauvreté est égal à environ 0,20 et si la consommation moyenne des ménages est égale à la ligne de pauvreté, le transfert de liquidités nécessaire pour éradiquer la pauvreté (sous l'hypothèse de transferts parfaitement ciblés visant les pauvres) est 20% de la consommation moyenne.

Alors que l'écart de pauvreté prend en compte la distance qui sépare les pauvres de la ligne de pauvreté, l'écart de pauvreté au carré ou **sévérité de la pauvreté** considère le carré de cette distance. Il privilégie les personnes en situation d'extrême pauvreté.

- Formule : $P2 = 1/n * \text{somme}(i=1 \text{ à } q) \text{ de } ((z - y_i) / z)^2$
- où z est le seuil de pauvreté pour un ménage.

Ligne de pauvreté ou seuil de pauvreté est une valeur en dessous de laquelle un ménage est considéré comme pauvre. Dans l'ESPS-II, les seuils de pauvreté sont déterminés selon le milieu (urbain/rural), mais Dakar a un seuil différent de celui des autres centres urbains. Pour arriver à un seuil de pauvreté comparable entre les enquêtes, les seuils de 2001 et de 2005 ont été déterminés en ajustant celui de 2011 à l'aide de la variation des prix mesurée par le rapport entre le seuil alimentaire de l'année concernée et celui de 2011 en supposant que l'évolution des prix alimentaires détermine celle des prix globaux. Cette hypothèse découle du manque de données sur les prix non alimentaires pour les autres centres urbains et le milieu rural. La partie alimentaire du seuil de 2011 est déterminée en valorisant le panier des 26 produits alimentaires, alors que le seuil non alimentaire est obtenu en faisant la moyenne des dépenses non alimentaires des ménages se situant au voisinage de +/-5% du seuil alimentaire.

Pauvreté : de fortes disparités régionales

Les situations de pauvreté sont loin d'être uniformes d'une région à l'autre. Avec 26,1% de pauvres en 2011, la région de Dakar jouit d'une situation nettement plus favorable que les autres régions du pays, même si elle contribue de façon importante (13,5%) à la pauvreté du fait qu'elle concentre un quart de la population. A l'opposé c'est dans les régions de Kolda (76,6%), Kédougou (71,3%) et Sédhiou (68,3%) que la pauvreté est la plus répandue. Globalement, les régions peuvent être regroupées en trois grandes catégories homogènes selon l'incidence de la pauvreté observée à l'aide de l'ESPS-II :

très forte (plus de 60%) à Kolda, Sédhiou, Kédougou, Tambacounda, Kaffrine, Ziguinchor, Fatick et Kaolack

forte (entre 40% et 60%) à Diourbel, Matam, et Thiès

moyennement forte (moins de 40%) à Dakar, Louga et Saint Louis.

Dakar, la région la moins pauvre, jouit depuis longtemps des avantages d'un développement inégal aux dépens des autres régions, privilège que lui confère son statut de capitale de la nation. La région de Louga, lieu d'importants flux migratoires vers l'étranger, ressort comme la deuxième région la moins pauvre du pays après Dakar. Ce résultat serait probablement le fruit d'importants transferts d'argent effectués par les ressortissants de la région et qui auraient eu un apport substantiel dans le relèvement significatif du niveau de vie de ses

populations. Au total, compte tenu de leurs poids en termes de population, les trois régions de Dakar (12,6), Diourbel (12,6), Thiès (11,2), contribuent pour plus de 35% à la pauvreté totale dans le pays. Il faut dire que ces trois régions concentrent près de la moitié (48,6%) de la population totale du Sénégal.

Pauvreté : les ménages dirigés par les femmes mieux lotis

Il ressort que 34,7% des personnes vivant dans des ménages dirigés par des femmes sont en situation de pauvreté contre 50,6% chez les personnes qui vivent dans les ménages dirigés par les hommes. Comme cela avait déjà été observé en 2001/02 par l'ESAM_II, la pauvreté est moins répandue dans les foyers dirigés par des femmes que dans ceux dirigés par des hommes. Il semble donc que dans une certaine mesure, les ménages dirigés par des femmes soient mieux lotis que ceux dirigés par un homme, bien qu'il ne soit pas exclu qu'une partie des ménages avec un chef féminin soient dans une situation de forte dénuement. A Dakar, on constate que la propension à vivre dans un ménage pauvre ne varie pas significativement selon le sexe (26,6% si le CM est un homme contre 25,2% s'il est une femme). Par contre, il est à 59,9% en milieu rural si le chef de ménage est un homme contre 42,0% s'il est une femme.

Pauvreté : les ménages polygames plus touchés

Au niveau national, la pauvreté varie selon l'état matrimonial du chef de ménage. En effet, 36,3% des personnes vivant dans les ménages dirigés par des célibataires sont pauvres contre 46,7% chez les personnes vivant dans des ménages dirigés par des mariés monogames et 50,1% chez les mariés polygames. Le taux de pauvreté des personnes ayant un chef de ménage célibataire est à 16,5% à Dakar, 39,0% dans les autres villes et à 49,4% en milieu rural. A Dakar, la pauvreté touche plus les personnes vivant dans les ménages dont le chef est veuf (31,2 %). Dans ce milieu de résidence, les divorcés (10,5%) affichent une incidence moins élevée. Concernant les autres villes, à l'exception des personnes vivant dans des ménages dirigés par des divorcés qui se présentent avec un taux de pauvreté de 55,7%, il n'y a pas d'écart important selon la situation matrimoniale. Ce taux est à 53,8% en milieu rural. Pour ce dernier, l'écart de pauvreté des individus dirigés par des divorcés (22,2%) et des polygames (19,8%) est relativement important.

Près d'un ménage sur deux se considère pauvre

L'ESPS-II a estimé la pauvreté subjective en demandant aux ménages de se déterminer par rapport à leur catégorie d'appartenance compte tenu de leur niveau de richesse. Ainsi, 48,6% des ménages s'estiment pauvres. Les taux de pauvreté subjective et monétaire ne s'écartent pas trop et sont dans les mêmes intervalles de confiance ; le taux de pauvreté monétaire étant estimé à 46,7%.

Par contre à Dakar et dans les autres villes, on note un grand écart entre les taux de pauvreté subjective et monétaire. En effet, à Dakar les taux de pauvreté subjective et monétaire sont respectivement de 35,4% et 26,2% alors que pour les autres villes ils sont respectivement de 48,7% et 41,3%.

En 2005/06, l'ESPS-II-I avait estimé le taux de pauvreté subjective à 52,2%. En terme absolu, on note ainsi une légère baisse du niveau de pauvreté subjective entre 2005/06 et 2011.

Pauvreté : les ménages de chefs indépendants agricoles plus touchés

L'identification des secteurs d'activité (public ou privé, formel ou informel) et la compréhension des relations de travail au sein des catégories professionnelles peuvent aider à la définition des stratégies de réduction de la pauvreté. Les enquêtes ESAM et ESPS-II ont identifié principalement les secteurs suivants : le gouvernement dénommé ici administration et les sociétés parapubliques, les sociétés privées ou ONG, et les individus ou ménages travaillant pour compte propre (ceci comprend par exemple les agriculteurs).

Au niveau national, la pauvreté est plus répandue chez les ménages dirigés par des indépendants agricoles (59,8%) avec une contribution globale de 31,0%. Concernant les ménages dirigés par des personnes sans emplois, on constate que 45,6% sont pauvres et ce taux passe à 55,5% en milieu rural. Les sans emplois ont un taux de contribution assez élevé

en milieu urbain, soit 44,1% à Dakar et 40,1% dans les autres villes. Selon le secteur d'activité et le statut dans le travail, les taux de pauvreté sont plus élevés chez les personnes vivant dans des ménages dirigés par des agriculteurs, des travailleurs à leur propre compte ou tacherons, comparés aux salariés.

Pauvreté : les ménages de chefs indépendants agricoles plus touchés

L'identification des secteurs d'activité (public ou privé, formel ou informel) et la compréhension des relations de travail au sein des catégories professionnelles peuvent aider à la définition des stratégies de réduction de la pauvreté. Les enquêtes ESAM et ESPS-II ont identifié principalement les secteurs suivants : le gouvernement dénommé ici administration et les sociétés parapubliques, les sociétés privées ou ONG, et les individus ou ménages travaillant pour compte propre (ceci comprend par exemple les agriculteurs).

Au niveau national, la pauvreté est plus répandue chez les ménages dirigés par des indépendants agricoles (59,8%) avec une contribution globale de 31,0%. Concernant les ménages dirigés par des personnes sans emplois, on constate que 45,6% sont pauvres et ce taux passe à 55,5% en milieu rural. Les sans emplois ont un taux de contribution assez élevé en milieu urbain, soit 44,1% à Dakar et 40,1% dans les autres villes. Selon le secteur d'activité et le statut dans le travail, les taux de pauvreté sont plus élevés chez les personnes vivant dans des ménages dirigés par des agriculteurs, des travailleurs à leur propre compte ou tacherons, comparés aux salariés.